

POPULATION & SOCIÉTÉS

Fécondité envisagée, fécondité réalisée: un lien complexe

Laurent Toulemon* et Maria Rita Testa**

Des enquêtes sont menées régulièrement pour savoir si les personnes souhaitent avoir des enfants dans l'avenir. Peut-on se fier à leurs réponses pour prévoir les naissances de demain? Si leurs désirs ne se réalisent pas, d'où cela vient-il? Des difficultés à anticiper l'avenir? Des imprévus de la vie – décès du conjoint, divorce, chômage – qui empêchent la réalisation des projets ou les repoussent à plus tard? Laurent Toulemon et Maria Rita Testa nous livrent les résultats de la dernière enquête menée en France sur le sujet.

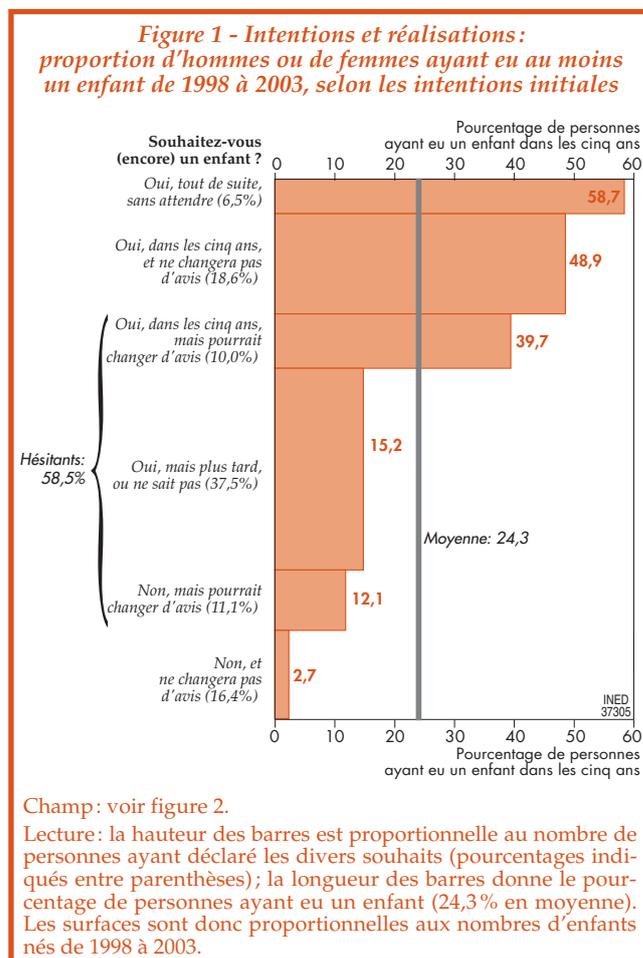
On s'imagine souvent que le nombre d'enfants souhaités par les personnes en âge d'en avoir est une donnée simple à recueillir et qu'il suffirait de la confronter au nombre d'enfants réellement nés pour mesurer l'ampleur de l'écart entre désirs et réalité, la politique familiale n'ayant plus qu'à se fixer pour objectif de combler cet écart s'il est négatif. Mais la comparaison n'est pas si simple.

◆ Intentions de fécondité: une majorité hésitante...

Une première difficulté tient au fait qu'on se contente généralement de comparer au même moment les intentions de fécondité et le niveau réel de la fécondité, alors que la réalisation des intentions, par définition, requiert du temps. En toute rigueur, il faut interroger une première fois les hommes et les femmes sur le nombre d'enfants qu'ils souhaitent avoir sur une période donnée (les cinq prochaines années, par exemple) et prendre la peine de les réinterroger au terme de la période pour savoir dans quelle mesure ils ont réalisé leurs projets. Plus longue et plus coûteuse que l'approche instantanée, cette méthode longitudinale n'a été que rarement employée en France à ce jour [1]. L'Ined et l'Insee ont décidé de la reprendre pour conduire l'enquête « Intentions de fécondité » (voir encadrés 1 et 2):

* Institut national d'études démographiques

** Institut de démographie de Vienne, Autriche



Éditorial – Fécondité envisagée, fécondité réalisée: un lien complexe

• Intentions de fécondité: une majorité hésitante... - p. 1 • ... mais qui fait naître 45% des enfants - p. 2 • Les intentions, un facteur parmi d'autres p. 2 • Pas d'écart entre cohabitants et mariés - p. 3 • Les cadres anticipent mieux - p. 4
Encadré 1 – L'enquête sur les intentions de fécondité - p.2 • Encadré 2 – Les questions posées - p. 2

on a pu ainsi confronter les intentions déclarées en 1998 avec les réalisations effectives cinq ans plus tard.

Mais avant de livrer ce résultat, l'enquête révèle une autre difficulté majeure en amont : le souhait d'enfants, qu'il s'agisse de fixer leur nombre ou le moment de leur venue, est une notion assez vague dans l'esprit des personnes interrogées. Quand on demande aux hommes et aux femmes de 15 à 45 ans s'ils pensent avoir un enfant (éventuellement un autre enfant), 37% répondent qu'ils ne « savent pas » ou qu'ils comptent en avoir un « mais plus tard » (pas dans les cinq ans à venir). Cette vaste zone d'indécision est encadrée de deux franges plus fermes en apparence : 29% des personnes s'attendent à avoir un enfant dans les cinq ans, mais pas tout de suite, et 28% pensent que non. Mais c'est pour préciser aussitôt, dans un cas sur trois, qu'elles pourraient bien, d'ici là, « changer d'avis ». Seules 6,5% des personnes interrogées sont décidées à en avoir un sans attendre, le plus tôt possible. Au total, six personnes sur dix n'ont pas d'intention ferme quant aux enfants qu'elles pourraient avoir dans les cinq ans à venir.

◆ ... mais qui fait naître 45% des enfants

Au terme des cinq années d'observation, en 2003, quelle est la proportion de celles qui ont finalement eu un enfant, quel que soit son rang de naissance ? Près d'un quart (24%). Cette proportion peut paraître faible mais il s'agit d'une moyenne qui couvre toutes les personnes qui avaient de 15 à 45 ans en début de période. Nous verrons qu'elle varie selon l'âge des personnes, le nombre d'enfants déjà nés et d'autres variables. Peut-on dire que la mise au monde des enfants dépend des intentions affichées cinq ans plus tôt ? Pour le gros tiers de personnes indécises, le lien entre intentions de fécondité et réalisations ne peut pas se mesurer, puisqu'il n'y avait pas d'intentions claires au départ. Le lien apparaît surtout aux extrêmes : plus on était décidé à avoir – ou à ne pas avoir – d'enfants, plus on a réalisé ses intentions. Il s'ensuit une gradation régulière des chances d'avoir un enfant dans les cinq ans, allant de 3% pour ceux qui ne voulaient pas d'enfant et n'envisageaient pas de changer d'avis, à 59% pour ceux qui étaient décidés à en avoir tout de suite (figure 1).

Mais ce dernier chiffre signifie en fin de compte que 41% des souhaits fermes d'enfant ne se concrétisent pas dans les cinq ans. En fait, la capacité à accomplir au mieux les intentions de fécondité se concentre chez ceux qui étaient décidés initialement à ne pas (ou à ne plus) avoir d'enfants, mais ce refus ne concerne qu'une personne sur six. Il faut se rendre à l'évidence : dans la plupart des cas, les intentions de fécondité ne permettent guère de prévoir les comportements. La réponse de loin la plus fréquente est l'attentisme, celle qui laisse l'avenir le plus ouvert : on aura peut-être un enfant, mais pas dans l'immédiat. Pour autant, l'attentisme ne stérilise pas les couples. Les 58% d'hésitants ont finalement donné naissance à 45% des enfants nés de 1998 à 2003.

Encadré 1

L'enquête sur les intentions de fécondité

L'enquête sur les intentions de fécondité a été conduite par l'Insee à la demande de l'Ined en septembre 1998 auprès de 2 624 hommes et femmes âgés de 15 à 45 ans ; parmi ces personnes, celles qui avaient exprimé leur accord ont été contactées à nouveau fin 2001 par courrier, puis par téléphone pour celles qui n'avaient pas renvoyé le questionnaire ; l'opération a été renouvelée en décembre 2003. Seules 1 699 personnes ont accepté en 1998 d'être interrogées à nouveau ultérieurement, et parmi elles, 1 494 ont été effectivement recontactées ; 1 082 ont répondu en 2001, et 783 en 2003. L'attrition est importante et résulte principalement des refus, mais aussi des déménagements sans nouveau contact (242), de décès ou d'enquêtes impossibles (12) et d'absence de réponse sans possibilité de contact téléphonique (133). Un travail en cours [4] montre que la déperdition est plus forte parmi les personnes ne vivant pas en couple et peu diplômées, et pour les moins jeunes, surtout parmi les personnes qui ne voulaient plus d'enfant. La déperdition importante de l'échantillon interrogé entre les enquêtes de 1998 et de 2003 fragilise les résultats mais l'étude n'en donne pas moins des ordres de grandeur suffisamment fidèles.

Encadré 2

Les questions posées

Pour recueillir les intentions de fécondité, on a d'abord demandé aux personnes interrogées si elles souhaitaient avoir des enfants à l'avenir, en plus de ceux qu'elles avaient déjà. La question « Souhaitez-vous avoir (encore) des enfants, maintenant ou plus tard ? » était suivie, en cas de réponse positive, des questions « Combien (en tout) ? » et « Dans combien de temps souhaitez-vous avoir votre prochain enfant ? ». La réponse à cette dernière question pouvait prendre la forme d'une fourchette entre une durée minimale et une durée maximale. Les intentions étaient ensuite précisées de plusieurs manières : sentiment de pouvoir changer d'avis ou d'avoir une intention « ferme », attente éventuelle d'un événement particulier, comme un changement de logement ou de situation professionnelle, discussion avec le conjoint et perception de ses intentions, etc.

◆ Les intentions, un facteur parmi d'autres

Si les intentions des personnes prédisent aussi mal la fécondité à venir, c'est que bien d'autres facteurs entrent en jeu. Facteurs proprement démographiques d'abord : la probabilité d'avoir un enfant dans les cinq ans dépend de l'âge, de la situation de couple, de la durée de l'union et, bien sûr, du nombre d'enfants déjà nés. Facteurs sociaux également, comme la situation de l'emploi, les ressources financières, le niveau d'instruction. Ces facteurs pèsent eux-mêmes sur l'expression des intentions de fécondité.

Pour démêler ces facteurs et tenter de mesurer la contribution que chacun apporte à la réalisation des intentions de fécondité, les simples tableaux croisés ne suffisent pas, il faut recourir à la technique dite de la régression logistique, qui permet d'apprécier l'influence de chaque facteur « toutes choses égales d'ailleurs ». Pour ce faire, on estime les proportions correspondant à différentes situations (comme l'âge ou le nombre d'enfants) sous l'hypothèse que chaque facteur a une force propre qui agit isolément des autres pour modifier la probabilité d'avoir un enfant. On obtient ensuite des proportions « ajustées », c'est-à-dire mesurant des effets « à situation comparable » (figure 2). On montre ainsi que la probabilité d'avoir un enfant dans les cinq ans varie avec les intentions déclarées, mais aussi avec l'âge, la situation de couple, la durée d'union – pour les personnes en couple – et le nombre d'enfants.

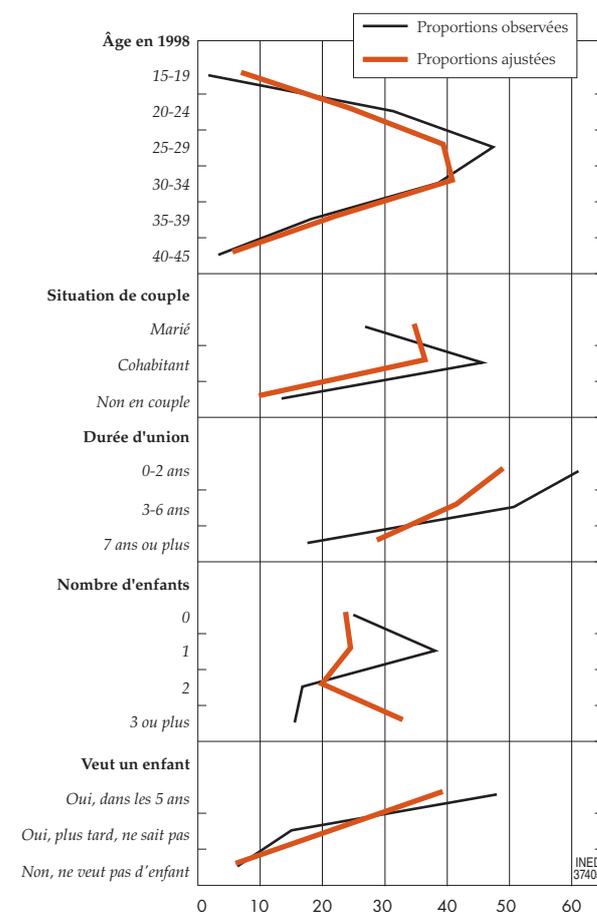
◆ Pas d'écart entre cohabitants et mariés

Par exemple, près de la moitié (46 %) des personnes vivant en couple non marié (cohabitantes) ont eu un enfant entre 1998 et 2003, contre 27 % des mariés (figure 2, proportions observées). Mais les premières sont jeunes, en union depuis une durée courte, tandis que les derniers sont plus âgés et en union depuis plus longtemps. Une fois ces différences prises en compte (ainsi que celles selon le nombre d'enfants et les intentions de fécondité), il apparaît que les cohabitants et les mariés ont la même probabilité d'avoir un enfant (respectivement 37 % et 35 %). La distinction entre mariés et cohabitants ne joue donc par elle-même aucun rôle, quels que soient l'âge, le nombre d'enfants, etc., et notamment – ce point est essentiel – quelle que soit l'intention affichée d'avoir un enfant. Mariées ou cohabitantes, les personnes ont les mêmes chances d'avoir des enfants dans les cinq ans. En revanche, et de façon logique, le fait de ne pas encore vivre en couple fait reculer fortement la probabilité d'avoir un enfant, ramenée à 14 %, quelles que soient les intentions initiales.

Autre résultat intéressant, à situation sociodémographique et intentions de fécondité comparables, les chances d'avoir effectivement un enfant dans les cinq ans sont aussi élevées pour les personnes ayant déjà un enfant en 1998 que pour celles n'en ayant encore aucun. Elles baissent quand on a deux enfants, ce qui correspond bien au fait qu'en France, à la différence de bien des pays européens, la majorité des couples s'arrêtent à deux enfants et non à un seul. Mais les chances de poursuivre remontent pour les familles ayant déjà atteint le seuil des trois enfants.

Enfin, la relation entre les intentions déclarées en 1998 et la fécondité n'est que légèrement modifiée par l'ajustement. Les personnes ayant déclaré en 1998 vouloir un enfant dans les cinq ans sont souvent jeunes, avec aucun ou un seul enfant en 1998. Ces facteurs sont favorables à la fécondité, et 48 % d'entre elles ont eu un enfant avant 2003 ; « à situation démographique comparable », elles seraient cependant encore 40 %, contre 23 % des hésitants et 6 % de ceux qui déclaraient en

Figure 2 - Variations de la probabilité d'avoir un enfant dans les cinq ans selon différentes caractéristiques démographiques et selon les intentions déclarées en 1998



Champ : hommes et femmes âgés de 15 à 45 ans en 1998, ayant déclaré qu'ils pouvaient encore avoir des enfants.

Lecture : les proportions observées sont présentées en traits fins. Par exemple les personnes ayant déjà un enfant en 1998 ont une fécondité plus élevée que les personnes sans enfant, mais « à situation démographique comparable », les probabilités sont identiques : à âge, situation de couple, durée d'union et intentions comparables, les deux groupes ont la même fécondité.

1998 ne pas vouloir d'enfant. Finalement, les intentions apparaissent comme un facteur qui vient ajouter ses effets à ceux de l'âge, de la situation de couple et de la durée d'union.

À situation démographique comparable, les personnes les plus diplômées déclarent plus souvent vouloir un enfant dans les cinq ans à venir, tandis que les personnes ayant des revenus moyens sont les plus nombreuses à renoncer. Le chômage incite les personnes à différer les projets de fécondité au-delà de cinq ans ou à rester hésitant, tandis que l'inactivité d'un conjoint est associée à un souhait plus fréquent d'avoir des enfants à l'avenir.

La fécondité effective dépend également de la situation socioéconomique. Une fois prises en compte l'influence des facteurs démographiques et celle des intentions affichées, il apparaît que la fécondité croît avec le diplôme ; elle est maximale quand les deux conjoints

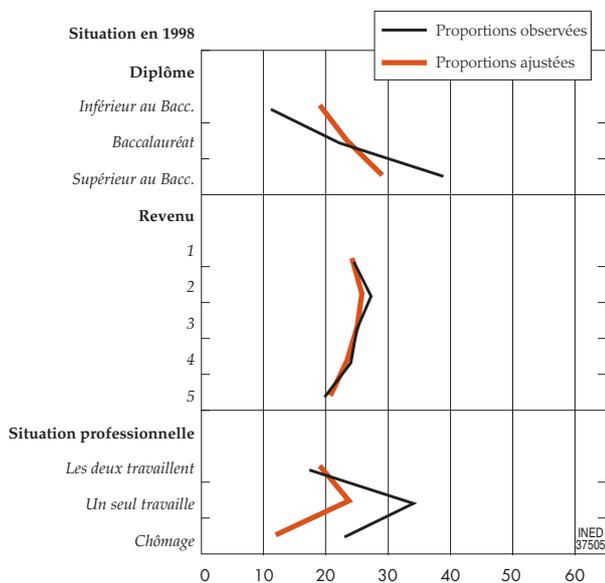
travaillent mais elle recule fortement dès que l'un d'eux est au chômage (un résultat qui n'apparaît pas dans les analyses classiques). Une analyse plus détaillée montre que l'effet dépressif du chômage sur la fécondité est particulièrement marqué pour la venue du premier enfant, comme l'avait déjà montré, par d'autres voies, une étude de l'Ined [2]. Cet effet dépressif touche surtout les couples qui déclarent souhaiter un enfant.

La sensibilité de la fécondité au niveau de revenu suit une courbe plus complexe : elle recule chez les plus pauvres et, curieusement, aussi chez les plus riches (figure 3). La baisse de la fécondité pour les revenus élevés ne s'observe que parmi les personnes ayant déjà des enfants en 1998 : les chances d'avoir un premier enfant augmentent continûment avec le revenu, tandis que l'agrandissement de la famille est plus rare et plus lent parmi les couples les plus aisés.

◆ Les cadres anticipent mieux

Les intentions de fécondité déclarées n'ont pas la même valeur prédictive dans toutes les classes sociales. Ainsi, toutes choses égales d'ailleurs, ce sont les personnes les plus diplômées qui ont le plus souvent réalisé les intentions déclarées en 1998, quelles qu'elles soient (ou qui ont le mieux anticipé leur propre comportement) : dans 63 % des cas pour ceux qui, en 1998, voulaient avoir un enfant dans les cinq ans, contre 48 % pour l'ensemble. Seuls 3 % des plus diplômés qui ne voulaient pas d'enfant en ont eu un, contre 7 % de l'ensemble.

Figure 3 - Variations de la probabilité d'avoir un enfant dans les cinq ans selon la position sociale



Champ : voir figure 2.

Lecture : les proportions observées sont présentées en traits fins. Les proportions ajustées, présentées en traits épais, sont estimées par régression logistique (voir texte) dans le cadre d'un modèle incluant les variables déjà présentes à la figure 2 (âge, situation de couple, durée d'union, nombre d'enfants et intentions de fécondité) et trois variables de position sociale : le niveau de diplôme, le revenu et la situation professionnelle.

La situation de chômage va de pair avec une fécondité diminuée chez ceux qui voulaient un enfant en 1998, tandis que l'effet est inverse pour ceux qui ne voulaient plus d'enfant. Ce dernier résultat indique que le chômage retarde ou entrave les projets de fécondité, tandis que les plus instruits parviennent davantage à faire concorder leurs comportements de fécondité avec leurs intentions. À la différence du chômage, le fait que l'un des conjoints reste inactif sans chercher d'emploi ne fait pas obstacle à la fécondité : l'intention initiale d'avoir un enfant se concrétise davantage. Enfin, l'aisance financière augmente surtout la fécondité des hésitants. Dans l'ensemble, elle va de pair avec une fécondité plus faible, quel que soit le souhait d'enfant, ce qui indique que la contrainte financière ne joue pas de rôle direct et simple sur la fécondité.

* * *

Quel rôle jouent les intentions parmi les différents facteurs de la fécondité au cours de la période 1998 à 2003 ? Un rôle limité, comme on l'a vu plus haut. Seule la petite minorité bien décidée à ne pas avoir (ou à ne plus avoir) d'enfant a agi en conséquence. Pour le reste, les intentions se contentent de moduler la fécondité de groupes aux comportements très variés.

En matière de fécondité, le lien qui relie les intentions aux comportements réels est donc assez lâche, parce qu'il dépend de bien d'autres facteurs. On en est ainsi conduit à relativiser l'intérêt des variables dites subjectives (perceptions, opinions, anticipations) dans les enquêtes sur les comportements de fécondité. Les études menées par ailleurs sur le nombre idéal d'enfants [3] montrent certes une bonne concordance d'ensemble entre les perceptions et les pratiques, mais cette concordance vaut seulement sur la vie entière, qui réserve bien des surprises. Il peut y avoir, d'un côté, des naissances accidentelles non planifiées ou issues de nouveaux projets (par exemple à l'occasion d'une seconde union) et, de l'autre, des renoncements ou des difficultés imprévues d'ordre médical, les deux types d'imprévu pouvant se compenser. Sur un délai aussi court que les cinq prochaines années, les réponses positives ou hésitantes signifient tout au plus que l'idée d'avoir un enfant n'a pas disparu. Elles ne sauraient prédire l'avenir.

RÉFÉRENCES

- [1] Alain MONNIER - 1987, « Projets de fécondité et fécondité effective, une enquête longitudinale : 1974, 1976, 1979 », *Population*, Vol. 42, n° 6, p. 819-842
- [2] Monique MERON, Isabelle WIDMER - 2002, « Les femmes au chômage retardent l'arrivée du premier enfant », *Population*, Vol. 57, n° 2, mars-avril 2002, p. 327-356
- [3] Laurent TOULEMON, Henri LERIDON - 1999, « La famille idéale : combien d'enfants, à quel âge ? », *Insee première*, n° 652
- [4] Élise de La ROCHEBROCHARD, Magali MAZUY, Nicolas RAZAFINDRATSIMA - 2005, « Déperdition dans l'enquête sur les intentions de fécondité », Ined, Document de travail, n° 127, 37 pages